

L'ISLAM : REALITES ET PERSPECTIVES

L'Occident doit-il
avoir peur de l'islam ?

Mémoire de géopolitique

du LCL MONGNOT Eric

dans le cadre de l'étude dirigée :

« L'islam : réalités et perspectives »

Directeur : Professeur Mustapha Benchenane
de l'Université de Saint-Etienne

Avril 2001

Sommaire :

Introduction

Réalités et perceptions

Qu'est ce que l'islam ?

Le monde musulman aujourd'hui

Perceptions de l'islam par l'Occident

Perception par l'Amérique du Nord

Perception par l'Europe

Risques engendrés par l'islam

Menace politique, économique

Menace militaire

Menace démographique et éthique

Menace socioculturelle et idéologique

Conclusion

L'Occident doit-il avoir peur de l'islam ?

L'effondrement du mur de Berlin signe l'armistice de la guerre froide. On s'attend alors à voir la paix et la prospérité se répandre sur la planète. De l'accélération de la mondialisation qui s'ensuit, chacun s'attend à tirer les dividendes de la paix. La circulation accélérée des hommes, des techniques et des marchandises prennent le pas sur l'intangibilité des frontières et les logiques étatiques qui ont fait les beaux jours de la géopolitique classique. Il faut désormais sortir du carcan manichéen pour expliquer des relations internationales beaucoup plus enchevêtrées et interdépendantes. Dans ce nouveau monde en pleine évolution, les cultures et les religions constituent des facteurs puissants de mobilisation avec lesquels il faut compter.

Avec plus d'un milliard d'adeptes déclarés, l'islam est la deuxième religion dans le monde et ne manque pas d'inquiéter l'Occident.

L'islam est aussi la religion la plus jeune puisqu'elle est née au 7^{ème} siècle. Cependant, ce n'est pas pour autant la religion la plus moderne. L'islam est la religion de nombreux déshérités : pour les populations du Sud et les populations migrantes à la recherche de moyens d'existence ou de survie, il peut devenir un puissant levier de contestation. Mouvements politiques, états, groupes restreints ont en effet compris qu'ils pouvaient se servir des capacités mobilisatrices de cette religion pour atteindre certains objectifs et défendre certains intérêts. En Europe et en Amérique, l'islam apparaît souvent, par voie de conséquence, comme l'ennemi principal, le danger contre lequel tout gouvernement responsable devrait se prémunir dans et hors de ses frontières.

Mais quand on parle de l'islam, de quoi parle t'on ?

La mémoire d'affrontements avec les porteurs du message de l'islam, un peu partout à la surface du globe et même en Occident¹, réactivée par les suites de décolonisations douloureuses pèse lourdement dans l'imaginaire collectif occidental. Le musulman mais aussi l'hindou ou le Palestinien devient l'ennemi et éventuellement le « fanatique ». Le monde de l'islam est chargé de tous les maux dont la manifestation ultime serait le terrorisme.

Tout en étant conscient que la diabolisation conduit à une impasse, l'angélisme est tout aussi préjudiciable. A cet égard, les préjugés et les visions simplificatrices sont également à l'œuvre de « l'autre coté », c'est à dire du coté des musulmans eux-mêmes. Ils ont tendance à concevoir un Occident homogène et définitivement hostile, porteur de valeurs antithétiques de l'islam sans toujours prendre en compte le poids des conjonctures et des interactions dans l'évolution des conflits et des enjeux politiques.

On ne peut donc que contester une vision de la culture islamique qui la réduirait au rôle de protagoniste d'une « guerre des civilisations » que les grandes régions du monde seraient supposées se livrer, si l'on en croit la description polémique de Samuel Huntington. Cette vision ne tient pas compte de la réalité des groupes humains. Or, de quelque coté que l'on se tourne, on peut facilement observer que le comportement des acteurs dans les conflits nationaux, régionaux et mondiaux correspond à des logiques politiques variées que ne saurait expliquer une vision essentialiste et réductrice des cultures en refusant leur inscription dans le temps et dans l'espace.

Parfois les stratégies politiques sont guidées par des intérêts nationaux. Ainsi l'absence de soutien de l'Iran, en 1992, aux chi'ites irakiens attaqués par le régime de Saddam Hussein ne relevait pas d'une politique islamique.

Parfois elles le sont par des intérêts régionaux : par exemple, rien ne semblait annoncer une concertation aussi rapide de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran, en août 1996 à propos de la question kurde, si ce n'est les possibilités de faire échec à la politique israélo-américaine en Palestine.

Parfois la stratégie politique musulmane est de plus grande échelle, entraînée dans la mondialisation. La guerre du Golfe (1990-1991) a ainsi produit des alliances inattendues avec l'Irak, qu'il s'agisse du soutien tardif des islamistes algériens comme de nombreux mouvements révolutionnaires, islamistes ou pas (chez les Palestiniens en particulier). Donc, on ne peut pas expliquer l'évolution des relations Occident - islam en se basant sur la thèse de S. Huntington.

Pourtant, un coup d'œil à une carte qui superposerait l'étendue planétaire de l'islam et la localisation des crises et conflits actuels, semblerait étayer les thèses du professeur de Harvard (cf. annexe 1). Les zones frontières, plutôt que des zones de fracture, sont assimilables à des zones de transition où des civilisations se rencontrent.

Les pays musulmans, qui pour la plupart appartiennent aux tiers mondes, vivent des tensions internes qui prouvent par elles-mêmes, que l'intégrisme n'est pas prédominant, et que ces sociétés sont tiraillées entre, d'une part l'exacerbation des particularismes culturels et des mobilisations identitaires et, d'autre part, l'aspiration à la modernité et à l'ouverture au monde. Les pays musulmans qui se trouvent dans les zones frontières interculturelles sont ceux où les tensions sont les plus fortes et sont donc les plus susceptibles d'être les acteurs d'une crise ou d'un conflit.

Le raisonnement de Samuel Huntington apparaît quelque peu hâtif, mais ses conclusions semblent prendre corps sur le terrain. Serait-il parti de la conclusion pour trouver le théorème ? Heureusement ou malheureusement d'après certains, les hommes ne réagissent pas toujours selon une logique mathématique. La réalité des faits laisse souvent place à l'imaginaire collectif et/ou individuel qui a une place non négligeable dans les décisions et dans les actions de tout un chacun.

C'est pourquoi, afin de mieux cerner les relations qui existent entre l'islam et l'Occident, après avoir exposé les réalités de l'islam, nous nous attacherons à analyser la perception que nous en avons.

Ayant fait la part des choses entre réalités et perceptions, sachant que la réalité n'est jamais l'unique directeur des décisions des gouvernants, nous étudierons les risques qui pourraient justifier les craintes de l'Occident envers l'islam.

I. Réalités et perceptions :

A. Qu'est ce que l'islam ?

1. Histoire :

L'Islam est issu de la Révélation faite à Mahomet ou Mohamed ou encore Muhammad par l'ange Gabriel à partir de l'an 610. Cette révélation est transcrite dans le Coran (on appelle sourate un chapitre du Coran). Le Prophète Mahomet est né à La Mecque en 570 et est mort à Médine en 632. Le 16 juillet 622, il se rend à Médine, accompagné de 60 de ses fidèles, appelés Muslims ou musulmans : « ceux qui remettent leur âme à Dieu (Allah) ». Cette migration, l'Hégire, marque le début de l'ère islamique. A Médine fut bâtie la première mosquée ; cette ville est une des trois villes saintes de l'Islam, les deux autres étant La Mecque et Jérusalem.

Le Coran est une récitation de la Révélation, et demande une soumission à Dieu : Islam veut dire soumission à Dieu. Judaïsme, Christianisme et Islam, toutes trois « révélées », sont des religions du Livre. La Bible et le Coran ont plusieurs personnages communs, à commencer par Abraham, père d'Ismaël (ancêtre des peuples arabes), et grand-père de Jacob ou Israël (ancêtre des Hébreux), de même que Jésus, Marie (Mariam), etc.

Donc le Coran, en soi n'est pas un élément qui semble catalyser un affrontement éventuel avec les religions judéo-chrétiennes. Les similitudes sont très nombreuses, et la Bible est même reconnue par les musulmans.

Mais depuis ses origines l'islam a toujours eu une vocation politico-religieuse. L'islam ne veut pas seulement régir la vie spirituelle de ses fidèles, mais également leur comportement, leurs actions et la vie de tous les jours. Ce faisant,

selon l'exégèse que l'on fait du Coran, les règles peuvent être très différentes d'un pays musulman à l'autre. Par exemple, les Talibans n'ont pas tout à fait la même conception de la condition féminine que les Marocains.

Dans l'histoire de l'islam, lorsqu'on regarde comment il s'est « développé » depuis la naissance de Mahomet (voir annexes 2, 3, et 4), on peut comprendre que certains parlent de « religion de l'épée ». Même si, les autres religions ne se sont pas propagées simplement dans l'amour et la tolérance (Croisades, Inquisition...), une certaine violence semble rester une constante de l'islam tout au long de l'histoire jusqu'à nos jours. Encore aujourd'hui, l'Algérie souffre de cette « guerre » intestine qui égorge ses enfants...

De plus, le désordre apparent et l'inefficacité économique des institutions gouvernementales des pays musulmans jusqu'au 20^{ème} siècle désignent l'Islam comme coupable.

2. Le monde musulman aujourd'hui (voir annexe 6) :

Qu'est ce qu'un musulman aujourd'hui ?

Le fidèle musulman est soumis à cinq grandes obligations rituelles appelées les cinq piliers de l'islam :

- la profession de foi (la shahada) qui l'agrège à la communauté, affirme qu'il n'y a d'autre divinité que Dieu et que Mahomet est son prophète ;

- la prière (la salat) qui doit être dite à cinq moments de la journée, précédée d'ablutions et tournée vers la Mecque ; le vendredi est marqué par des prières collectives à la mosquée ;

- le jeûne (le çaoum) pendant le ramadan qui dure un mois lunaire par an, et pendant lequel il faut s'abstenir de nourriture, de boisson, de tabac et de relations sexuelles entre l'aube et le coucher du soleil ;

- l'aumône (le zakat) qui est un geste charitable (environ 10% des revenus annuels) envers les pauvres et une sorte d'impôt ;

- le pèlerinage (le hadj) à La Mecque que tout musulman doit faire au moins une fois dans sa vie pour parachever son œuvre terrestre.

Le calendrier est marqué par un certain nombre de fêtes : le jour de l'an qui rappelle l'Hégire, la fin du ramadan (qui est le neuvième mois lunaire de ce calendrier), la naissance du prophète, etc. Des traditions comme la circoncision, des autorisations comme celle d'avoir quatre épouses, des interdits comme celui de la viande de porc ou d'une viande qui ne serait pas *halal*, ou encore de l'alcool, complètent cet aperçu de la religion musulmane.

L'Islam comporte deux grandes familles : les sunnites (la sunna est la tradition) et les chiites (qui se réclament d'Ali, cousin et gendre de Mahomet), qui se composent elles-mêmes d'une assez grande diversité de sous-familles. Il existe également une troisième famille qui mérite d'être mentionnée, mais qui n'existe qu'au Sultanat d'Oman : le Kharidjisme ou ibadisme. L'Islam n'a pas de clergé mais seulement des guides religieux qui interprètent la loi coranique et veillent à son application, tels les imams, et pour les chi'ites les mollahs et les ayatollahs. Le calife était le chef de toute la communauté islamique, il portait le titre honorifique de « commandeur des croyants », descendant du prophète. Le mufti est un interprète reconnu de la loi coranique, quant au muezzin, c'est le fonctionnaire auquel il appartient d'appeler aux cinq prières quotidiennes, du haut du minaret.

Rien, en ce que nous venons de voir, ne peut être une source d'inquiétude. Même un intégriste, un fondamentaliste n'a pas de raison d'être craint à cause de sa religion qui est une religion de tolérance, de partage et d'amour du prochain.

Pourtant... Amnesty International qui est *a priori* un organisme indépendant non aligné, ne cite jamais la religion d'un pays qu'il mentionne dans ses rapports de violations des droits de l'homme. Cependant, alors que la population

musulmane représente 22% environ de la population mondiale, les cas de violations des droits de l'homme dans les pays musulmans prend proportionnellement plus de place dans ses rapports. On peut citer quelques exemples : fin 93, dans la République Islamique d'Iran, un révérend, un ancien musulman qui s'était précédemment converti à la religion catholique, est condamné à mort pour cause d'apostasie (renoncement à la foi). Il sera exécuté en juillet 94. En Turquie, pays musulman prétendument démocratique et laïc, tous les jours des personnes sont emprisonnées pour avoir publié des articles, des livres qui sont jugés n'être pas en accord avec le Coran. En Égypte, en 94, un avocat, qui avait défendu des prisonniers politiques a été torturé et exécuté.

Et on pourrait continuer à citer des exemples plus récents en Syrie, en Indonésie, au Soudan, en Irak, en Arabie Saouditeⁱⁱ ou ailleurs, les exemples foisonnentⁱⁱⁱ...

Toutefois, on peut se dire que l'islam n'est peut-être pas la cause de ces comportements, il se peut que ce ne soit qu'une coïncidence et que ces agissements ne soient liés qu'à la pauvreté de ces pays. Cependant l'islam est là. Il est probable que l'islam n'est pas la cause, mais il est un protagoniste. Et dans la perception occidentale l'association, voire l'amalgame, est vite fait.

Dans le cas de conflits religieux, il est important de faire la différence entre ceux qui sont religieux « accidentellement » (la religion n'est pas la cause du conflit mais elle oriente son déroulement) et ceux qui sont les résultats de doctrines fanatiques inhérentes à la religion. Dans le premier cas, les actes de fanatisme auront souvent lieu en dépit de la religion, dans le second cas ils auront lieu à cause d'elle. Par exemple la persécution des Coptes en Égypte, des Bahais en Iran et des Hindous au Bangladesh a été sérieusement motivée par la religion. En revanche, le génocide des Arméniens, l'invasion de Chypre ou l'invasion du Timor Oriental pourraient avoir été commis même par des perpétrants (criminels mais) non-musulmans.

La vie humaine n'a, semble t'il, pas aujourd'hui la même valeur dans les pays de l'islam que dans les sociétés occidentales plus individualistes. Prenons le cas du Timor Oriental : l'invasion japonaise durant la deuxième guerre mondiale n'avait

pas tué 200 000 personnes comme l'ont fait plus tard les musulmans. Pourtant, les soldats du Timor Oriental avaient aidé les commandos australiens, et, en représailles, 40 000 Timorais sont morts sous l'occupation japonaise et pendant la guérilla féroce qui s'en suivit. Encore aujourd'hui au Pakistan on tue une femme qui, veuve et sans ressources, doit travailler dans la rue, car elle manque de respectabilité. En Indonésie on lapide des personnes présumées coupables d'adultère, sans aucune forme de procès...

Et pourtant, des états musulmans ont été associés à l'élaboration de la charte des droits de l'homme de façon à ce qu'elle ne soit jamais en contradiction avec le Coran ou la Charria.

Mais dans l'islam, chaque homme n'est qu'un instrument du dessein divin. L'Homme est soumis à Allah pour qui seule la destinée de l'islam importe. L'individu n'y a pas de valeur. Dans les sociétés occidentales l'inverse est un postulat : les États, les gouvernements ne sont que des instruments qui ont pour vocation la recherche du bien-être et de la satisfaction de leurs ressortissants. L'individu n'y a pas de prix.

B. Perceptions de l'islam par l'Occident

La vision et la perception de l'islam en Occident se font à travers le prisme des médias occidentaux et à travers les musulmans qui y vivent. L'islam n'est pas un bloc mono cérébral : il y a, nous l'avons vu plusieurs formes de l'islam, et de nombreuses déviances. Il n'y a pas de politique de communication musulmane commune. L'image de l'islam est donc multiforme et probablement déformée comme nous allons le voir.

La « dictature du sensationnel » fait que les médias ne parlent en général que des événements violents ou exceptionnels. Même si ce ne sont que des épiphénomènes, ce sera l'image qu'en retiendra l'opinion publique. De la même façon, on entend parler en Europe de cas de pédophilie chez des religieux chrétiens. Même si cela est loin d'être le pain quotidien du christianisme, la propagation de

cette image parcellaire ne sera pas conforme à la globalité de la réalité, mais sera celle qui perdurera.

La perception est donc forcément erronée.

Le fondamentalisme musulman a montré, en l'espace d'une vingtaine d'années, des aptitudes expansionnistes fulgurantes. Le retour de l'imam Khomeyni en Iran en 1979 avec l'instauration d'une République islamique a insufflé au terme « Djihad » un nouvel élan dans l'affirmation de la foi. Quoiqu'il soit certainement très différent du « petit djihad^{iv} », ce fut une guerre civile présentée et perçue comme une guerre religieuse, voire une guerre sainte motivée par l'islam. Cette guerre sainte s'est avérée fructueuse et les dictatures se reposant sur l'islam se sont alors multipliées ou du moins ont tenté de le faire.

Le « petit djihad », que certains groupes d'extrémistes ont dénommé « sixième pilier » de l'islam, fait peur à l'Occident. Avec la certitude que le royaume d'Allah n'est pas de ce monde, et que toutes les fautes ou pêchers seront pardonnés dans la mesure où l'on se bat pour Allah, certains combattants islamiques n'ont plus de limites. Les droits de la guerre n'ont plus d'existence quand même les droits de l'Homme ne sont qu'une invention des occidentaux aux yeux de l'islam.

« Si vous mourez ou si vous êtes tués en combattant dans le sentier de Dieu, l'indulgence et la miséricorde de Dieu vous attendent. » (III, 151). Cet endoctrinement valait pour les auteurs des attentats suicides que connut le Liban dans les années 80 contre les intérêts occidentaux. Cette folie généralisée n'a pas épargné le Bangladesh en 1992 lors de représailles musulmanes suite à la destruction, en Inde, d'une mosquée du 16^{ème} siècle par un groupe de fondamentalistes hindous. Bien d'autres exemples, dont l'Intifada peuvent être cités. Peut-on qualifier autrement que de folie cette volonté des femmes musulmanes d'engendrer des garçons pour qu'ils aillent mourir sur des champs de bataille ?

Depuis 1996, l'Afghanistan des Talibans n'est plus qu'une société moyenâgeuse qui se recroqueville petit à petit sur elle-même, où la femme a perdu son statut d'être humain à respecter. En 1989, le Soudan plie sous le joug des fondamentalismes dont la religion permet encore la survie de l'esclavage. L'Arabie

Saoudite, antidémocratique, se voit exempte de remontrances de la part de la communauté internationale, le roi pétrole lui assurant sa respectabilité.

Ces grands frères glorieux sont des exemples pour les révolutionnaires islamistes des cinq continents. Aux Philippines, des rebelles réclament l'indépendance du sud du pays pour former un état islamique.

En Turquie, les islamistes exercent des pressions de plus en plus fortes trouvant dans la situation économique un terreau favorable à son populisme. Le Pakistan s'oriente peu à peu vers l'application de la loi coranique. L'Algérie est saignée à vif par des extrémistes prêts à toutes les horreurs et le Yémen compte des rebelles musulmans spécialisés dans la prise d'otages.

Voilà ce que voit l'Occident à travers les média. Voilà l'image de l'islam.

Par ailleurs, l'Occident, qui se veut grand défenseur des droits de l'homme, et en particulier de l'égalité des Hommes et de leur liberté de mouvement, craint l'islam dans l'image qu'il donne de sa conception des droits de la femme. La femme n'est pas un être humain au même rang que l'homme dans le Coran :

- le voile pour les femmes est obligatoire (IV, 3). Le « foulard islamique » a récemment fait parler de lui en France dans les écoles. Pour les musulmans c'est l'affirmation de sa foi. Pour l'Occident c'est le symbole de soumission forcée et d'une privation de liberté.

- l'héritage pour lequel les hommes touchent deux parts quand les femmes n'en touchent qu'une (IV, 12).

- le Coran ordonne au mari de battre sa femme s'il craint sa désobéissance (IV, 38).

- le Coran permet jusqu'à quatre épouses, quatre « captives » (XXXIII, 47). Mais lorsqu'il faut environ quinze minutes à un musulman pour répudier sa femme (en pays islamique), les possibilités de divorce pour une femme sont quasi nulles.

Ce ne sont là que des affirmations de supériorité de l'homme sur la femme. Ces principes s'opposent à ceux d'égalité et de non-discrimination qui

régissent la civilisation occidentale. Mais ces inégalités n'existent pas uniquement avec les femmes : il y a d'autres critères de discrimination dans les pays islamiques.

Concernant les relations entre les musulmans et les « mécréants » (littéralement ceux qui croient mal, donc ceux qui ne sont pas musulmans), on peut citer quelques exemples qui ne sont pas nécessairement des preuves de tolérance et d'ouverture d'esprit. Par exemple, en 1998, la justice iranienne a condamné à mort un citoyen allemand pour avoir eu des relations sexuelles avec une iranienne. « O Croyants, ne formez de liaisons intimes qu'entre vous ; les infidèles ne manqueraient pas de vous corrompre, ils désirent votre perte. » (III, 114). De même : « O Croyants, ne prenez points d'amis parmi les fidèles plutôt que parmi les croyants ». L'Islam apparaît comme la religion de l'intolérance et de l'exclusion si certains passages du Coran sont appliqués au pied de la lettre, comme veulent le faire les intégristes et fondamentalistes. Les extrémistes allant encore plus loin, on peut comprendre l'angoisse de l'Occident même si la puissance militaire et économique de ce dernier semble le maintenir à l'abri. On s'explique alors que certaines thèses alarmistes voient le jour en Occident. De plus l'isolationnisme dont font preuve nombre de pays islamiques (Afghanistan, Iran) laisse peu de chance de voir se raviver la flamme de la démocratie et des droits de l'homme à travers les échanges culturels.

On pourrait s'attendre à des démentis officiels qui diraient que l'islam n'est que paix et amour du prochain. Mais des déclarations comme celles de l'Ayatollah Khomeyni en 1994 ne peuvent pas rassurer le monde sur les intentions pacifiques de l'islam : « Les gouvernements du monde devraient savoir que l'islam ne peut pas être vaincu, L'islam sera victorieux dans tous les pays du monde et l'islam et les enseignements du monde prévaudront tout autour de la planète. »

La perception est certainement une déformation de la réalité, mais si elle n'en est qu'une exagération, ce n'est pas une pure invention.

Nous avons dit que l'image de l'islam se faisait à travers les médias, mais également par les musulmans en Occident. Quelle vision de l'islam nous donnent-ils ?

Désormais l'islam est occidental aussi avec son implantation en Europe du Nord et aux États-Unis. Différentes vagues migratoires et un phénomène de conversion restreint, mais non négligeable, ont vu le nombre de musulmans s'y accroître. Cette « transplantation » soulève des difficultés. En effet, bon nombre d'Européens comme d'Américains ont du mal à placer cette religion sur un pied d'égalité avec le christianisme et le judaïsme. Aux civilisations occidentales l'islam semble étrange et différent. La liaison tenace entre islam et peuples dominés explique en partie cette résistance. De plus les événements internationaux qui font régulièrement les premières pages, de l'affaire Rushdie à la guerre du Golfe, en passant par les bouddhas géants d'Afghanistan, contribuent à renforcer cette association. Il est vrai que les « agitations » extérieures influencent les populations musulmanes d'Occident et les obligent à se positionner dans un débat de société qui construit en permanence l'islam comme ennemi.

Pourtant l'islam de ces populations occidentales recèle ses propres spécificités. En effet, elles expérimentent une situation inédite dans la confrontation avec le pluralisme politique et culturel. Provenant pour la plupart de pays autoritaires et dans lesquels l'islam est la religion de la majorité voire religion d'état, la transplantation leur fait découvrir dans un même temps la démocratie et la condition minoritaire. Ainsi la confrontation avec l'Occident est-elle en train de transformer les musulmans, sommés d'adapter le message islamique aux sociétés non-musulmanes. Il s'agit d'un défi sans précédent puisque la condition minoritaire, dans le cadre d'une migration volontaire n'a pas été examinée par le droit islamique, élaboré entre le 8^{ème} et le 9^{ème} siècle au moment où l'islam dominait, politiquement et culturellement. Et ce qui ne rend pas la tâche plus facile, les musulmans continuent en outre de préserver des comportements liés aux origines ethniques et culturelles en plus de ceux liés à leur religion.

L'enjeu des décennies à venir est donc maintenant de maintenir des entités ethniques et culturelles spécifiques tout en créant une culture islamique européenne ou américaine. Elle devra sans être nécessairement locale, ne pas être l'otage d'une aire géographique ou d'un groupe particulier et se créer sa propre identité. La tâche est redoutable car il s'agit de concilier pluralité culturelle et unité théologique dans un contexte minoritaire.

1. Perception par l'Amérique du nord

Pour l'Amérique du Nord, l'Islam est extérieur. Le développement intrinsèque de cette religion n'a qu'un caractère anecdotique. Le nombre de musulmans aux États-Unis est plus comparable au nombre d'adeptes qui sont dans les sectes qu'au nombre de protestants.

Les États-Unis d'Amérique ont battu leur histoire sur des affrontements réels ou probables avec de « grands ennemis ». Ces « grands ennemis » cristallisaient les foudres de l'opinion publique américaine et dynamisaient un pays porté par le rêve américain. Lorsque les indiens furent réduits à l'état de race en voie d'extinction, quand les colonisateurs britanniques furent boutés hors d'Amérique, quand le 3^{ème} Reich se fut effondré et après l'implosion du Bloc de l'Est que restait il aux yeux des Américains qui puisse être cet ennemi catalyseur d'énergie ?

Selon des sondages d'opinion juste avant la guerre du Golfe (90-91), l'Irak était devenu en quelques mois, la plus grande menace pour les USA, avant la Chine et la Russie. Et pourtant l'armée de ce tigre de papier n'avait rien d'effrayant. Cependant les musulmans étaient montré du doigt.

L'opinion ne se fait pas qu'au gré du temps, mais elle a résulté d'une campagne de « sensibilisation » à laquelle ont participé volontairement ou non les médias occidentaux. Cette marginalisation de l'Islam ne rend pas la vie plus aisée pour les musulmans américains, car il y en a !

Le service de l'immigration des États Unis d'Amérique donnait 5 millions de musulmans en 1990. En 2000 le chiffre officiel étant de 5,8 millions de musulmans aux USA. Certains chiffres, moins officiels annoncent jusqu'à 9 millions. La moitié des musulmans des USA sont des noirs, l'autre moitié provient des différentes vagues migratoires. Cette dualité entre immigrés et minorité noire convertie à l'Islam introduit une division liée à des différences ethniques, supérieures à l'unité religieuse.

Les premiers immigrés musulmans sont arrivés du Moyen-Orient au début du 19^{ème} siècle et surtout au 20^{ème}, après la chute de l'empire ottoman puis à la

fin du second conflit mondial. Ils sont à l'origine de la première génération de mosquées et de centres islamiques. Cependant, ces premiers immigrés étaient plus attachés à défendre des idéologies séculaires plutôt qu'à promouvoir l'islam. Une deuxième migration est venue dans les années 1970, du sous continent indien : Inde, Pakistan, Bangladesh. D'un haut niveau de formation et sans problèmes économiques majeurs, cette nouvelle génération s'est lancée dans des activités religieuses de tous ordres : constructions de mosquées et d'écoles, publication et lobbying. En 1992, près de 2300 institutions islamiques étaient recensées aux États Unis d'Amérique. L'islamisation est beaucoup plus dynamique que dans la génération précédente et une vraie réflexion est en cours sur la condition minoritaire dans une société non-musulmane. Des instituts et organisations se sont créés : institut de formation des imams, l'*American Muslim Council*...

Toutefois le clivage le plus fort tient à la séparation de fait entre d'un coté, les musulmans immigrés et de l'autre les musulmans noirs. Les seconds sont dans leur grande majorité des convertis. En effet depuis le 19^{ème} siècle, un nombre important de noirs américains ont été attirés par le message islamique, autrefois dans les champs de coton du Sud, aujourd'hui dans les ghettos du Nord. Ce phénomène de conversion concerne notamment la jeunesse en proie à de grandes difficultés sociales. Cette communauté issue d'esclaves est à la recherche d'une filiation dans la société américaine et porte encore les stigmates de la discrimination, même si dans les trente dernières années, la progression sociale et économique a été considérable. L'entrée dans l'islam permet de répondre à la recherche de racines en intégrant une des grandes communautés de croyants, tous soumis à Dieu (les autres ayant eu tendance à vouloir rester unicolore). C'est ainsi que s'explique le succès rencontré par le mouvement « *Nation of Islam* » de Elijah Muhammad, apparu dans les années trente à Détroit. Elijah Muhammad développa une conception de la révélation et de l'histoire de l'humanité dans laquelle la vérité et la primauté appartiennent à la race noire, qui fut soumise par les « blancs caucasiens » et spoliée dans son rôle central dans l'évolution du monde. Elijah Muhammad se voyait comme un nouveau messager de l'islam chargé de lutter contre le « blanchiment de l'histoire ». Son disciple le plus talentueux fut Malcolm Little, dit Malcolm X, qui prêchait l'islam à Philadelphie et à New York, et qui fit merveille auprès des jeunes « laissés pour

compte » par la prospérité américaine. Ayant acquis une stature internationale à l'occasion de voyages dans le monde arabe et en Afrique, il s'opposa à Martin Luther King et prôna une nation musulmane séparée des chrétiens blancs racistes. Sa notoriété engendra des conflits avec Elijah Muhammad et dans le même temps un pèlerinage à la Mecque qu'il effectua en 1964 le rapprocha de l'orthodoxie sunnite. Il sera abattu le 21 février 1965, dans Manhattan, alors que sa rupture avec « *Nation of Islam* » est consommée. Après la mort de Elijah Muhammad en 1975, son fils Warith Deen a transformé les enseignements séparatistes et racistes de son père et fait évoluer le mouvement vers le sunnisme. C'est l'imam Farrakhan, personnage charismatique mais très contesté en raison de ses propos ouvertement racistes et antisémites a repris la direction de « *Nation of Islam* ». La démonstration de force de son parti en 1996 avec une manifestation de près d'un million de personnes à New York, ne devrait pas conduire à conclure que tous les musulmans noirs sont membres de « *Nation of Islam* ». Bien au contraire la grande majorité de ceux qui embrassent l'islam devient sunnite et sont de plus en plus versés dans la connaissance de la tradition musulmane en raison notamment d'une intense activité de prédication menée dans les prisons et les ghettos. Cependant tous voudraient être reconnus en tant que musulmans.

Cependant l'intégration avec les sunnites immigrés n'est pas complètement réalisée. Ces derniers ont parfois du mal à accepter ces frères dont l'histoire ne s'inscrit pas la saga de l'immigration mais dans celle, beaucoup moins glorieuse, de la ségrégation et du racisme. De plus ils se situent bien souvent à un rang social et économique plus élevé, ce qui ne fait qu'accroître la distance. Enfin leurs positions divergent, qu'il s'agisse des problèmes internes à la société américaine ou des problèmes internationaux. Par exemple, les immigrés déploient un intense lobbying sur les questions internationales comme la Palestine ou la Bosnie et tentent de faire connaître l'islam dans l'espace religieux américain au même titre que le christianisme. Les noirs eux, insistent sur la différence et non sur la similitude avec les chrétiens.

2. Perception par l'Europe

Même s'ils y sont aussi minoritaires, la situation des musulmans en Europe est différente.

L'Islam est une partie intégrante de l'Europe depuis longtemps. La Méditerranée et Gibraltar ont longtemps vu les histoires de l'Europe et du monde arabe s'enchevêtrer. Nos cultures se sont mêlées à plusieurs reprises. Nos chiffres ne sont-ils pas des chiffres arabes ?

Les musulmans en Europe voient leur proportion augmenter dans les couches sociales défavorisées.

Dans le cadre de la perception, ces couches sociales sont celles qui posent problèmes (chômage, grèves, troubles de l'ordre public, délinquance, drogue...). Les musulmans qui appartiennent en grand partie aux couches sociales les plus démunies ont tôt fait d'être assimilées à ces problèmes. De : « les musulmans ont des problèmes », rapidement l'opinion évolue vers « l'islam est un problème ».

Cela favorise certaines campagnes électorales où les immigrés musulmans sont les coupables. Un peu comme aux États-Unis le ressentiment des « européens de souche » se cristallise sur le musulman qui délabre les banlieues, prend les emplois des « vrais européens ». Le responsable et le coupable de tous les maux est le musulman. Les résurgences des nationalismes xénophobes en Europe (France, Autriche, Allemagne, Grande-Bretagne) en est une démonstration.

Entre six et huit millions de musulmans (peut-être 15 millions selon certaines sources) vivent aujourd'hui dans les principaux pays européens. Leur présence est la conséquence des flux migratoires en provenance des anciens empires coloniaux d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes qui se sont orientés massivement vers le continent au début des années 1960. Leurs difficultés d'intégration sont liées à l'image négative de l'islam comme à des problèmes économiques et sociaux qui les placent souvent en marge des sociétés européennes.

Ces musulmans apparaissent souvent divisés et se mobilisent ou se regroupent par affinités ethniques ou régionales, au détriment des intérêts strictement

religieux. Cette situation est renforcée par les États d'origine qui sont soucieux de maintenir un lien avec leurs ressortissants et de s'imposer comme interlocuteurs face aux états européens, pour la gestion de l'islam. La condition minoritaire est également très dépendante des conceptions de la société propre à chaque pays européen, ce qui fait que l'islam ne soulève pas les mêmes problèmes partout. Ainsi, en Allemagne où le droit du sang domine, la difficulté majeure réside dans l'acquisition de la nationalité allemande pour les immigrants turcs et leurs enfants alors que l'auto-organisation de l'islam sur les bases communautaires et nationales ne suscite aucun émoi. A l'opposé en France, en vertu du droit du sol, les enfants de migrants deviennent rapidement des nationaux, donc des citoyens, mais l'entrée des foulards dans les écoles publiques crée une intense polémique. En Grande Bretagne la tradition politique est de respecter les identités particulières et de reconnaître les communautés dans l'espace public, ce qui n'est pas le cas dans la tradition républicaine française.

La Grande-Bretagne :

Selon les plus récentes estimations, il y aurait environ un million de musulmans en Grande Bretagne, provenant surtout de l'ancien empire des Indes : Inde, Pakistan, Bangladesh. Les spécificités de la société britannique dans laquelle multiculturalité et reconnaissance des minorités imprègnent les relations sociales, comme les rapports à l'état, ont favorisé l'expression d'un communautarisme aux formes variées duquel la revendication islamique n'est pas absente. Celle-ci a émergé dès 1966 dans le domaine de l'éducation avec la création du *Muslim Educational Trust* (MET), revendiquant l'introduction de l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques à parité avec les autres religions. Elle s'est prolongée avec la création d'une vingtaine d'établissements privés sous contrat dont certains tels l'*Islamia School* à Londres s'efforcent d'obtenir le statut d'écoles sous contrat (*Voluntary Aid Schools*), permettant la prise en charge par les pouvoirs publics de la quasi-totalité des dépenses d'infrastructures.

Le communautarisme a été renforcé par la situation, tout à fait exceptionnelle en Europe, dont les musulmans de Grande-Bretagne bénéficient en matière de droits civiques et politiques. La loi britannique de 1948 sur la nationalité

en vigueur jusqu'en 1983 permettait en effet à toute personne née sur le territoire d'une de ses colonies et à tout citoyen du Commonwealth d'acquérir la citoyenneté britannique après une année de résidence au Royaume Uni. De plus le *jus soli* octroyait automatiquement la nationalité à toute personne née au Royaume Uni. Ce contexte va favoriser la multiplication d'associations créées sur des bases ethnico-nationales ; celles ci servent d'intermédiaires entre les populations et les pouvoirs publics, phénomène renforcé par les lois sur les relations raciales (*Race relations Act*) d'octobre 1968 puis de 1976, qui donnent d'importants moyens juridiques et financiers aux représentants des minorités et des pouvoirs publics. Dans le même temps, le communautarisme s'introduit dans les partis politiques traditionnels, notamment le parti travailliste, et se traduit par l'élection de conseillers municipaux musulmans.

Les soubresauts de l'environnement international, de l'affaire Rushdie à la guerre de Golfe, ont contribué à politiser et à radicaliser la revendication islamique.

L'Allemagne :

La présence islamique en Allemagne est liée à l'appel de main d'œuvre étrangère, principalement turque (1,5 millions en 1987) mais aussi bosniaque et maghrébine. Au total, il y aurait près de deux millions de musulmans, ce qui représente 3% de la population et fait de l'islam la troisième religion du pays.

Avec l'arrêt de l'immigration de la main d'œuvre et l'intensification du regroupement familial s'est posée la question du statut de ces populations et surtout des nouvelles générations au sein de la société allemande. La nationalité fondée sur la loi du sang, ne s'acquiert en effet que par naturalisation : contrairement à la France, les enfants étrangers n'ont pas de droit automatique ou semi-automatique à la nationalité, même lorsqu'ils ont été scolarisés en Allemagne. On aboutit ainsi à ce que des étrangers stabilisés, éventuellement de culture allemande, ne peuvent être que très difficilement naturalisés, alors que les petits-enfants des émigrés de Silésie, de Poméranie ou de la Volga, ignorant bien souvent la langue allemande sont accueillis comme des nationaux. C'est dans ce cadre, que vers la fin des années 1970 s'est posée avec acuité la question de l'identité islamique de populations longtemps

considérées sous le seul angle du marché de l'emploi. Les musulmans se sont alors auto-organisés, empruntant le régime d'association de droit commun, le seul qui leur soit autorisé, pour exercer des activités religieuses. Ils se sont quelque peu repliés sur eux-mêmes reproduisant les clivages propres à l'islam turc.

La France :

Au début des années 1980, lorsque les banlieues se couvrent de salles de prière, les français découvrent avec étonnement qu'il y a près de quatre millions de musulmans qui vivent en France. Leur présence est ancienne, liée directement à l'évolution des cycles migratoires entre la France et ses anciennes colonies. La visibilité de l'islam apparaît alors comme le signe d'un changement d'attitude par rapport à la société française, porté par les pères de famille installés depuis au moins dix ans en France. Ils ne deviennent pas plus pratiquants, mais refusent tout simplement de cantonner leur appartenance islamique à la sphère du privé. Ils considèrent désormais qu'il est légitime de réclamer des salles de prières, des carrés musulmans dans les cimetières ou de la viande *halal* dans les écoles. Ce processus va d'ailleurs bénéficier d'un coup de pouce juridique avec la loi d'octobre 1981 qui intègre au droit commun les associations « loi de 1901 » créés par des étrangers, favorisant ainsi la création de plus d'un millier de lieux de cultes. Or cet essor de l'islam public coïncide avec l'apparition de l'islamisme sur la scène internationale. Il va en résulter une lecture politique et polémique de l'islam français, qui ne prend pas en compte la diversité des formes de religiosité et des pratiques. A partir de 1989, la succession des affaires Rushdie puis des foulards a contribué à dramatiser d'avantage la question du statut des musulmans dans la société française. Pendant ce temps la radicalisation de l'islamisme en Algérie depuis 1992 ne fait qu'aggraver les malentendus chez et envers les musulmans de France.

Trois lignes de force structurent aujourd'hui la multiplicité des rapports au religieux parmi les musulmans installés en France :

- un islam majoritaire, que l'on peut qualifier d'islam tranquille souvent vécu sur des bases ethniques et communautaires

- un islam sécurisé, voire privatisé, très discret concernant bon nombre de nouvelles générations nées en France.
- une islamisation récente et pour l'instant minoritaire.

Ce dernier phénomène concerne aussi les jeunes générations mais il engendre peur et incompréhension au sein de la population française, prête à voir en chaque musulman pratiquant un terroriste.

Or la ré-acculturation islamique passe bien souvent par des mouvements piétistes et dévots, le plus souvent apolitiques, comme *Tabligh-i-Jama'at* présent dans les principaux pays d'Europe et plus connu en France sous le nom de « Foi et Pratique ». Le prosélytisme de cette tendance est d'ailleurs plus efficace que celui de l'islamisme radical, car plus intellectuel et moderniste. S'il existe bien des militants islamistes sur le territoire français, leur emprise sur la jeunesse d'origine immigrée est beaucoup moins importante que ne se plaisent à rapporter certains médias en mal de sensations et qui englobe souvent tous les musulmans dans la catégorie « intégristes ». La crise algérienne avec ses retombées dans l'hexagone, a mis en évidence la façon dont ces acteurs prennent pied en Europe et utilisent des réseaux de solidarité qui leur permette de trouver sécurité et moyens financiers afin de continuer le combat de l'autre côté de la Méditerranée. Les autorités françaises ont d'ailleurs mené des opérations de démantèlement de groupes de sympathisants ou proches des islamistes^v. Les actions à but ouvertement politique, sont orientées presque exclusivement vers l'Algérie et concernent de façon tout à fait marginale le paysage musulman français. D'ailleurs les discours trop directement liés à la critique d'États outre Méditerranée passent difficilement auprès de la jeunesse française dont les aspirations sont autres. Certes, il y a les épisodes de la fusillade d'un hôtel à Marrakech par deux jeunes beurs en août 94, et la cavale de Khaled Kalkal de Vaulx-en-Velin, impliqué dans les attentats de l'été 95 et tué par les forces de l'ordre à la fin de l'année. Mais ce ne sont en aucun cas les signes d'un engagement massif de la jeunesse des banlieues dans les réseaux terroristes. Lorsque cela se produit, il s'agit toujours de cas isolés, d'individus pris dans des relations personnelles où ils ne mesurent pas toujours le risque encouru, se laissant prendre au jeu de l'action, surtout s'ils éprouvent un ressentiment violent pour la société française.

Force est de constater que la majorité des musulmans reconnaissent les lois de la République et considèrent la laïcité comme extrêmement positive pour la religion islamique. Comment expliquer alors les affaires de foulards qui se répètent dans les écoles depuis 1989 ? A cet égard ; le Conseil d'État rappelle que ce sont les agents du service public et non les usagers que la loi de laïcité soumet à l'obligation de neutralité. En droit donc, le fameux foulard, objet de tant de polémiques ne contrevient nullement au respect de cette obligation. En revanche, il vient contredire la conception sociologique laïque dominante dans la société française, fort éloigné du contenu libéral et tolérant de la loi. Le principe laïque fonde et organise en droit l'accès indiscriminé de toutes les religions à l'espace public et interdit à l'État d'interférer dans ce dispositif. Pourtant, l'attente sociale dominante n'est pas là : de la laïcité on voudrait qu'elle soit l'appareil d'illégitimation de l'affirmation publique des appartenances religieuses en général depuis décembre 1905. Certains diront que c'est une volonté de négation de la religion de « l'autre ».

La genèse de ce dérapage est en partie contenue dans l'histoire douloureuse de la naissance laïque, résultat d'un conflit entre les pouvoirs publics et la puissance cléricale. Avec l'affirmation de la laïcité, l'enjeu est donc moins d'assurer la parité ou l'équilibre entre les religions existantes que d'énoncer un principe de cantonnement global du religieux hors de la sphère publique. Depuis cette date, cantonnée au privé, le religieux y est resté. L'espace-temps de la vie sociale s'est au fil des années déconnecté des références religieuses sans que les croyants, de moins en moins pratiquant, en soient véritablement affectés. Avec la question du foulard, l'islam perçu jusque là comme la religion de l'autre, entre en lice et vient bouleverser ce consensus. L'émoi est d'abord lié à la difficulté d'accepter que dorénavant un certain nombre de citoyens français soient musulmans et s'affichent comme tels. L'une des causes de la réticence est que l'islam a, dans l'imaginaire collectif français, une place à part et bien souvent négative, conséquence d'une décolonisation douloureuse et mal digérée. De plus, l'islam cristallise aujourd'hui toute une imagerie répulsive concernant la condition de la femme comme nous l'avons vu précédemment. Cette perception négative va dans certains cas jusqu'à amalgamer le port du foulard avec celui d'autres insignes comme par

exemple la croix gammée. De telles associations témoignent d'une incompréhension mutuelle flagrante.

La visibilité de l'appartenance islamique bouscule la frontière entre le privé et le public et remet en cause la conception dominante de la religion réduite à la confession, car l'islam est aussi un mode de vie. Il en résulte qu'un musulman pratiquant ne saurait réduire sa pratique à l'espace de la mosquée, ne serait ce que parce qu'un certain nombre d'obligations concernant également les relations entre individus au quotidien, qu'il s'agisse des lois alimentaires ou encore des rapports entre les hommes et les femmes. Si l'islam est un mode de vie et peut être vécu comme tel par certains croyants, ceci met plus que jamais à l'ordre du jour la question de la dimension sociale des religions : ne détiendraient-elles pas un certain nombre de valeurs qui pourraient avoir une portée dans la vie publique et sociale ? Telle est en tout cas la position de plus en plus affirmée d'un certain nombre d'autorités religieuses que la visibilité de l'islam vient en quelque sorte souligner et amplifier.

L'entrée de l'islam dans l'espace religieux français vient perturber un équilibre considéré jusque là comme stable entre les trois grands principes qui sous-tendent la laïcité : l'unité républicaine, le respect du pluralisme religieux et la liberté de conscience. Désormais, la part accordée à chacun d'entre eux suscite des débats et des controverses.

II. Risques engendrés par l'islam :

Après avoir vu quelques aspects de la réalité de l'islam, comment il est perçu en Occident, on est en droit de se demander si les craintes de l'Occident se basent sur un risque réel.

A. Menace politique, économique

En se référant à des termes comme « la crise du Croissant » ou « l'Intifada globale », les néo-orientalistes, dont un des précepteurs pourrait être le

professeur Huntington, affirment que la totalité du monde musulman, riche de son pétrole, et de plus d'un milliard d'adeptes, pourrait devenir un formidable concurrent à la puissance occidentale. L'islam deviendrait une menace pour les intérêts occidentaux. Cependant il existe une autre vision plus tiers-mondiste, qui voit plutôt les causes des problèmes conflictuels d'aujourd'hui dans le passé colonialiste occidental. Cette vision postule qu'au lieu de l'apparence monolithique de l'islam, la réalité est un morcellement ethnique, sectaire et idéologique du monde musulman consécutif à des batailles territoriales. Donc aujourd'hui, il n'y aurait pas de « grand concurrent musulman ». Non seulement parce que les pays musulmans sont et resteront longtemps encore, plus faibles que ceux de l'Occident, mais aussi parce qu'ils ne sont pas l'une alliance internationale cohérente que certains envisagent.

Depuis la révolution iranienne en 1979, le souci le plus grand des pays occidentaux a été l'effort de l'Iran d'exporter sa révolution dans d'autres parties du monde musulman, en particulier dans les pays d'obédience chi'ite du Moyen-Orient et du Golfe. Pour véhiculer son idéologie radicale à l'extérieur de ses frontières, l'Iran est devenu l'État commanditaire le plus actif du terrorisme international avec l'Irak, la Syrie, la Libye^{vi} et l'Afghanistan. Aussi longtemps qu'ils persisteront à avoir recours au terrorisme et à la violence, ils continueront à poser de sérieux problèmes à travers le monde entier.

Les organisations militantes représentent une petite partie du mouvement islamique. En particulier, dans les années 1990, les mouvements islamiques ont cessé d'être restreints à de petites organisations marginales en périphérie de la société et sont devenus de plus en plus partie intégrante de la mouvance musulmane. Ils prennent de plus en plus part à la vie politique. Cependant un nouveau phénomène apparaît dans des pays musulmans qui ont des systèmes relativement libéraux et des élections démocratiques. Ce nouveau phénomène, c'est l'émergence de groupes fondamentalistes à travers de légitimes succès électoraux. Les groupes islamiques les plus forts au Moyen-Orient aujourd'hui ne sont pas le Hamas ou le Jihad islamique, qui peut tuer ou terroriser mais qui pourraient difficilement prendre le pouvoir et gouverner. Les forces dominantes de la mouvance islamique sont plutôt des groupes

comme le FIS^{vii} et la Fraternité Musulmane, qui épousent plus, en principe, les principes démocratiques. Certains d'entre eux ont participé avec un succès indéniable à des élections qui leur ont permis d'obtenir des postes dans différents cabinets de ministères. Le fondamentalisme islamique des années 1990 est-il alors un nouveau challenge pour l'Occident, ou les mouvements islamistes sont-ils plutôt une menace économique en restreignant leurs marchés avec l'Occident ?

Le problème du pétrole est en fait au cœur des soucis occidentaux. Un embargo sur le pétrole décidé par des islamistes au pouvoir aurait des conséquences catastrophiques. Cependant un gouvernement islamiste aurait les mêmes problèmes que ses prédécesseurs : le pétrole n'a de valeur que si on l'achète et donc que si on le vend. Par exemple, jamais, durant les années 1980, l'Iran n'a interrompu ses transactions pétrolières. De fait, même les islamistes doivent se soumettre aux lois du marché. Quelle que soit leur obédience, les gouvernements du Moyen Orient auront toujours besoin de vendre leur pétrole pour subvenir aux besoins de leur pays.

B. La menace militaire :

Concernant le potentiel militaire du monde musulman, tout comme l'Iran, les gouvernements radicaux islamiques et anti-occidentaux du Moyen-Orient (tels l'Irak, la Syrie et la Libye) sont plus que probablement détenteurs d'armes de destruction massive ou possèdent au moins des programmes de développement de tels armements. Cependant, encore une fois, la possibilité d'une menace monolithique panislamique, éventuellement équipée d'armes nucléaires semble exagérée. De surcroît, il semble très improbable qu'une nation islamique mettrait ses capacités nucléaires au service d'une cause panislamique. Le développement d'armes de destruction massive répond plus à des soucis d'ordre sécuritaire ou à des ambitions nationales plutôt qu'à des visées islamiques. De plus, les contraintes d'ordre économique, technologique et politique qui ont empêché de nombreux pays d'accéder au club des possesseurs d'armes nucléaires, continuent à s'exercer sur les gouvernements islamistes. En forçant un peu le trait, on pourrait dire qu'il n'y a pas

plus de raison que les capacités nucléaires d'un État islamique soit dénommées « la bombe islamique », que celles des USA soient appelées « la bombe chrétienne ».

C. Menace démographique et éthique

La migration des Moyen-orientaux, principalement vers les pays d'Europe de l'Ouest, est pour une part importante responsable de la croissance de la crainte d'une menace musulmane. Ces vagues migratoires ont créé de sérieux problèmes économiques, moraux et politiques, spécialement en France et en Allemagne durant des périodes de chômage important. De la même façon, on pourrait s'attendre à de grandes migrations, pour ne pas dire exodes, lors de l'accession éventuelle au pouvoir de mouvements islamistes dans des pays musulmans clés comme l'Algérie, l'Égypte. Sachant de plus que le taux de natalité est au moins deux fois supérieur à celui des chrétiens, on s'explique la crainte d'une menace démographique.

Les musulmans qui vivent en France ou en Allemagne, génèrent également pour l'ordre éthique établi une crainte pour la civilisation occidentale au-delà de la menace concrète dont on vient de parler. Nous l'avons vu, l'être humain ne semble pas avoir la même valeur dans les cultures associées à l'islam. En fait, cette menace putative a obligé l'Occident à examiner ses propres valeurs intrinsèques telles que la tolérance religieuse, la liberté d'expression, les droits de l'homme et même la démocratie. La question est de savoir si nos immigrés à défaut d'être assimilés, sauront s'intégrer et s'adapter sans heurts. Lorsque nous remettons en cause la prétendue démocratie de certains pays islamiques, peut être faut-il savoir remettre en cause nos valeurs. Également, il est sans doute facile d'être tolérant quand on n'a pas à le prouver : les Américains s'annoncent ouverts à l'islam, sachant que les musulmans représentent moins de 2% de la population chez eux. L'ébullition est plus forte en Europe à cause de la proximité des pays de l'islam et du nombre.

D. Menace socioculturelle et idéologique

Le fait que le modernisme soit centré sur l'Occident entraîne souvent que les deux mots sont confondus et utilisés en lieu et place de l'autre. C'est ainsi que parfois certains, en qualifiant les mouvements islamiques, font l'amalgame entre anti-occidentalisme et anti-modernisme. C'est en cela que certains penseurs voient l'affrontement entre islam et modernité, ou islam et Occident.

Le sujet concernant la compatibilité de l'islam et de la démocratie divise l'opinion occidentale.

Pour les disciples de Huntington, l'incompatibilité est avérée. La question est en fait plus précise : l'islam est-il compatible avec les sociétés occidentales libérales, orientées vers les droits de l'homme ? Dans la conception monolithique des civilisations, la réponse ne peut être que non. Cependant, cette école de pensée occidentale n'envisage la démocratie que comme une organisation institutionnelle laïque. Donc dans cette acception là, forcément l'islam ne peut être compatible avec la démocratie.

Pour les nouveaux tiers-mondistes, il existe une possibilité que se développe une version de la démocratie adaptée à l'islam, ou plutôt adaptée par l'islam. Car pour l'islam, du moins en théorie, il n'y a pas de séparation de la religion et de l'État ; la souveraineté appartient à Dieu, et le Coran et les Hadiths sont les seules sources de loi. L'islam en fait, a déjà développé un certain degré de démocratie comme partie de la pensée politique islamique. Parlant du manque d'enthousiasme ou du manque de soutien à la libéralisation de la politique, les islamistes affirment que les réalités politiques n'ont pas permis le développement de traditions et d'institutions démocratiques. Des économies faibles, l'analphabétisme et de forts taux de chômage, plus spécialement dans la population jeune, exacerbent la situation. Cela affaiblit la confiance éventuelle dans un gouvernement laïc et accroît la portée de l'appel du fondamentalisme islamique.

Pour conclure ce chapitre sur les risques éventuels que peut représenter l'islam on peut dire qu'ils ne sont que périphériques, momentanés ou sporadiques. La vision néo-orientaliste du professeur Huntington, parce qu'en accord avec la

perception occidentale erronée de l'islam, a été largement souscrite. Cependant, l'alarmisme n'est pas de rigueur. Comme l'a déclaré le département d'État américain en juin 1992 lors d'un discours officiel concernant la guerre du Golfe : « ...l'Occident ne voit pas l'islam comme le prochain 'isme' qui s'opposera à lui ou menacera la paix mondiale ».

Il ne faut donc pas considérer l'islam comme une menace, mais comme un paramètre à prendre en compte raisonnablement, même si certains débordements violents ont tendance à laisser l'émotion et la passion prendre le pas.

Conclusion :

L'Occident n'a pas à craindre l'islam en tant que religion. C'est une base raisonnable et comportementale prévisible de ses adeptes. Seule l'utilisation politique que peuvent en faire certains groupes extrémistes sont à prendre en compte dans les réflexions sécuritaires avec les pays islamiques.

Autant que dans tout groupe, il y a certaines déviations. Elles ne représentent qu'un pourcentage minime de la population musulmane. Cependant, même un pourcentage minime de plus d'un milliard trois cents millions, est un phénomène non négligeable. Tous les jours des exemples de violence de l'extrémisme musulman nous rappelle leur existence.

L'islam n'est donc pas une menace en soi, mais un élément dont les épiphénomènes associés peuvent être extrêmement mobilisateurs de part et d'autre. Ce sont avant tout, les relations entre l'Occident et l'islam qui doivent être surveillées, car pour une large part elles s'appuient sur des perceptions respectives qui sont rarement le reflet de la réalité.

L'avenir qui façonnera l'image de l'islam sera attentif à ses évolutions. Les musulmans de Tchétchénie, victimes d'une guerre de colonisation, sauront-ils cristalliser l'opinion internationale derrière eux, ou s'enfermeront ils dans un activisme fanatique et intégriste^{viii} ?

L'Algérie va t'elle s'enfermer dans un islam isolationniste régnant par la terreur ou le monde entier comprendra t'il que l'islam n'y est qu'un instrument détourné et utilisé par un pouvoir totalitaire ?

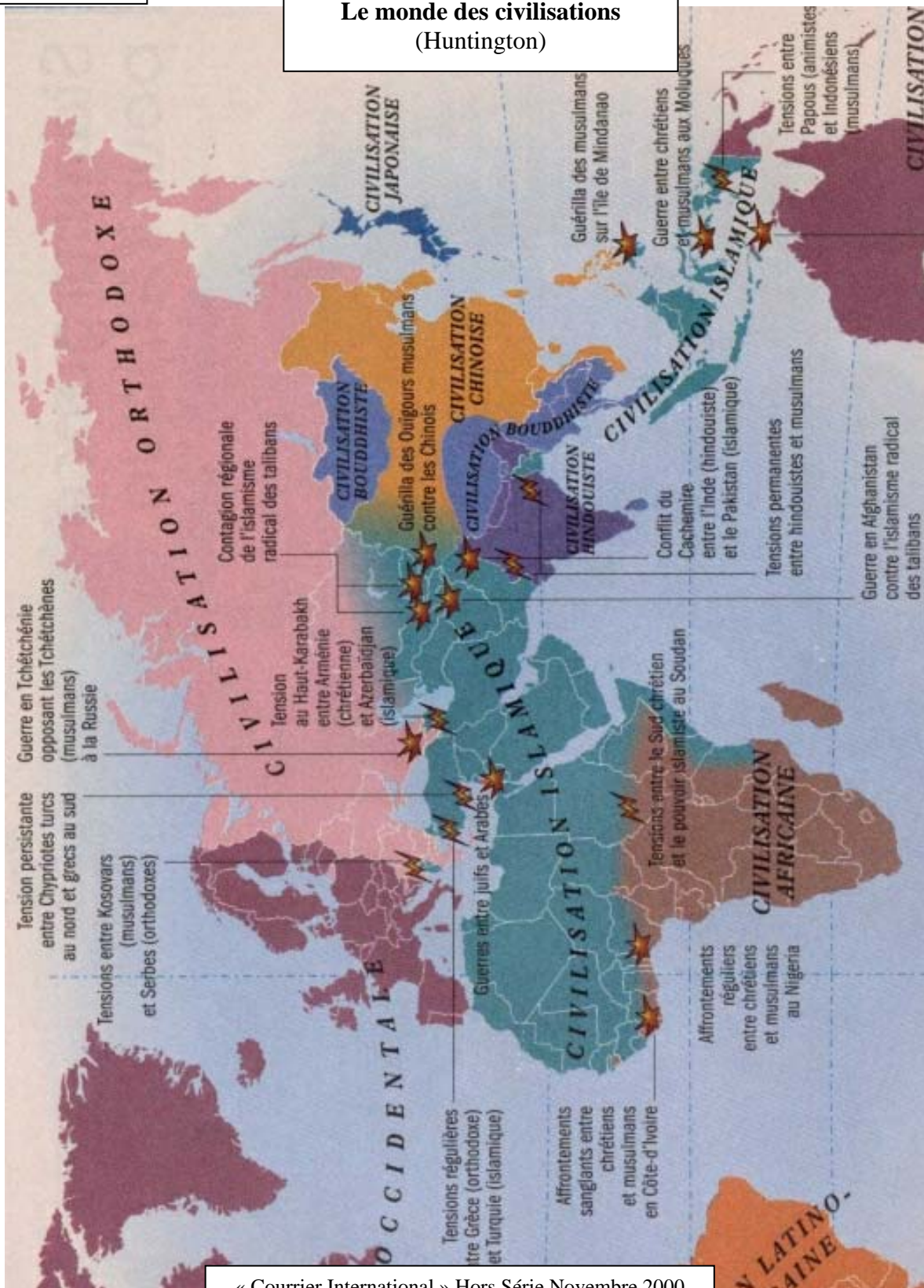
Les Talibans reviendront ils à la raison où continueront ils leur intégrisme extrémiste qui les condamne à une autarcie forcée et à un dépérissement de leur pays, de leur population ?

La Palestine aussi est sous les feux de la rampe.

Autant de crises et conflits que l'Occident observe, sur ses gardes, et à travers lesquels l'image de l'islam ressortira grandie ou affaiblie...

Annexe 1

Le monde des civilisations
(Huntington)



« Courrier International » Hors Série Novembre 2000

Annexe 2

D'après le livre d'Ibn Warraq^{ix} « Pourquoi je ne suis pas musulman »

622

- à partir de 622 : banditisme organisé par Muhammad depuis Médine (Arabie Saoudite), bataille de Badr où Mahomet et ses hommes tuent 70 personnes et ramènent un imposant butin, multiples assassinats politiques contre les adversaires du prophète, nombreuses attaques de juifs de la région
- 627 : extermination par l'armée de Mahomet de la tribu juive des Bann Qurayza (600 à 900 personnes)
- même époque : expulsion des Nadir et leur massacre
- 634 : invasion de la Syrie par Abu Bakr, mort de 4000 défendant leurs terres entre Gaza et Césarée. Campagne de Mésopotamie : 600 monastères détruits, moines tués, arabes monophysites convertis ou tués, extermination de la population d'Elam et notables exécutés à Susa
- 634-638 : invasion de Jérusalem avec destruction d'églises, pillages provoquant une famine en 639 faisant des milliers de morts
- en Arménie, massacre de la population d'Euchaita
- Assyrie dévastée, grandes destructions dans la région de Daron, au sud-ouest du lac Van (Turquie), nouvelles exactions en 642 avec massacres et esclavage
- 643 : conquête de Tripoli par Amr, pillage, esclavage des femmes et des enfants au profit de l'armée arabe
- 652 à 1276 : envoi annuel d'esclaves de la Nubie vers le Caire
- Carthage rasée et habitants exécutés, de même en Anatolie (Turquie), Mésopotamie, Syrie, Iran et Irak
- fin 7ème siècle : conquête de l'Egypte par Amr b. al As, massacre de tous les habitants de Behnesa près de Rayum ainsi qu'à Fayoum, Aboit, Nikin

700

- 704 - 705 : des nobles arméniens sont rassemblés dans les églises de Saint Grégory à Naxcawan et Xram sur l'Azaxis et incendiés
- 712 : conquête de Sind en Inde par Mahomet b. Qasim, massacres au port de Debal (embouchure de l'Indus) pendant trois jours, entre 6000 et 16000 personnes tuées à Brahminabad
- 722 : destruction de couvents et d'églises en Egypte
- 781 : sac d'Ephèse (Turquie), 7000 grecs déportés
- 8ème siècle : monastères hindous de Kizil détruits

800

- 832 : massacre de Coptes en Basse Egypte suite à leur révolte contre une taxation discriminatoire
- 838 : prise d'Amorion et esclavage des vaincus

- 852 - 855 : persécutions en Arménie
- 884 : couvent de Kalilshn à Bagdad pillé et détruit
- 9ème siècle : conversions forcées à Harran
- 9ème siècle : massacre de chrétiens à Séville

900

- 903 : 22000 chrétiens rendus esclaves à Thessalonique
- 924 : église et couvent de Marie à Damas détruits ainsi que des milliers d'églises en Egypte et en Syrie
- vers l'an mil : pillages et destructions en Inde par Mahmud de Ghazni, 50000 hommes tués lors de la bataille de Sommath

1000

- 1004 : Mahmud envahit Multan (Pakistan), conversions forcées dans la région de Ghor
- 1010 : Mahmud envahit le royaume de Dawud de Multan
- 1010 à 1013 : des centaines de juifs tués dans le sud de l'Espagne
- 1016 : juifs chassés de Kairouan (Tunisie)
- 1033 : massacre de 6000 juifs à Fez (Maroc)
- 1064 : conquête de la Géorgie et de l'Arménie par Arp Arslan, massacres et esclavage
- 1066 : 4000 juifs tués à Grenade (Espagne)
- 11ème siècle : massacre de juifs à Fez et Grenade

1100

- 1126 : chrétiens espagnols déportés au Maroc par les Almoravides
- vers 1150 : persécutions à Tunis
- 1165 et 1178 : conversions forcées au Yémen pour les juifs
- 1192 : dans l'état de Bihar (est de l'Inde), Muhammad Khiji massacre des moines bouddhistes et rase une grande bibliothèque, destruction de temples à sarnath près de Bénarès
- 1198 : conversions forcées à Aden pour les juifs
- 12ème siècle : massacres de juifs en Afrique du nord par les Almohads

1200

- vers 1200 : persécutions envers les bouddhistes
- 1232 : massacre de juifs à Marrakech
- 1268 : massacre lors de la conquête d'Antioche (Turquie) par Baybars
- 1291 et 1318 : conversions forcées des juifs à Tabriz (nord ouest de l'Iran)
- 13ème siècle : près de Damas (Syrie), la population de Safad est décapitée par le sultan Baybars

1300

- 1333 et 1334 : conversions forcées des juifs à Bagdad (Irak)
- 1351 : Firuz Chah dirige le nord de l'Inde : 180000 esclaves dans sa ville, destruction de temples hindous
- 14ème au 17 ème siècle : prélèvement d'un cinquième des fils de familles de l'aristocratie chrétienne en Grèce, Serbie, Bulgarie, Arménie et Albanie soit environ entre 8000 et 12000 personnes par an

1400

- 1400 : Tamerlan dévaste Tbilissi (Géorgie)
- 1403 : nouvelle expédition de Tamerlan en Géorgie, massacres, destruction de villes et villages
- début 15ème siècle : en Mésopotamie, massacre de 4000 personnes à Sivas (Turquie), 10000 à Tus, 100000 à Saray (Turquie), 90000 à Bagdad (Irak) et 70000 à Ispahan (Iran)

1600

- 1622 : persécutions contre les juifs en Perse
- moitié 17ème siècle : conversions forcées des juifs en Perse
- 1679 - 1680 : destruction de temples à Udaipur, Chitor, Jaipur par Aurangzeb (nord de l'Inde)
- 17ème siècle : conversions forcées en Anatolie (Turquie)

1700

- 1770 à 1786 : juifs expulsés de Jeddah (Arabie Saoudite) et se réfugient au Yémen
- 1790 : massacre de juifs à Tétouan (Maroc)

1800

- 1828 : massacre de juifs à Bagdad
- 1834 : pillage à Safed
- 1839 : conversions forcées et massacre de juifs à Meshed (Iran)
- 1840 massacre de juifs à Damas
- 1867 : massacre de juifs à Barfurush
- 1894, 1895, et 1896 : massacre de 250000 arméniens par les turcs
- 19ème siècle : explosion de violence au Maroc, en Algérie, Tunisie, Libye et dans les pays arabes du Moyen Orient

1900

- 1904 et 1909 : 30000 arméniens tués à Adana
- 1915 : fin du génocide des arméniens par les turcs, plus d'un million de morts

Annexe 3 : l'islam en 661



Bibliographie :

Clash of civilisations ?

Samuel P. Huntington, 1993, « Foreign affairs »

Confluence Méditerranée n°16, Islam et Occident la confrontation

Collectif, « L'Harmattan »

Faut il avoir peur de l'islam ?

Jocelyne Cesari, 1997, « La bibliothèque du citoyen »

Géopolitique du Chi'isme

François Thual, 1995, « Arléa »

**Islam-Occident , Islam-Europe,
Choc des civilisations ou coexistence des cultures**

Abderrahim Lamchichi, « L'Harmattan »

Les deux États : pouvoir et société en Occident et en terre d'islam

Bertrand Badie, « Fayard »

Les turcs, Orient et Occident, Islam et laïcité.

Stéphane Yerasimos, « Autrement »

L'islamisme en face

François Burgat, 1995, « La découverte »

L'islam en Europe

Jocelyne Cesari, 1995, Paris, « La documentation française »

L'Islam et l'Occident

Michel Lelong, « Albin Michel »

Loi islamique et droit dans les sociétés arabes

Bernard Botiveau, 1993, « Karthala »

Soudan, pas d'avenir sans droits de l'homme

Amnesty International, 1995

Notes

ⁱ Charles Martel est un de nos héros nationaux, connu et reconnu pour avoir arrêté la conquête de la France par les musulmans.

ⁱⁱ Lire « La sale guerre » de Habib Souaïda, ancien officier algérien qui dénonce les agissements criminels des autorités (y compris militaires) algériennes. Février 2001.

ⁱⁱⁱ **AFGHANISTAN**

En août 1999, dans le cadre de leur politique de déplacement forcé, les taliban ont systématiquement incendié les maisons et les récoltes de civils tadjiks dans les régions situées au nord de Kaboul et ils ont détruit les infrastructures agricoles.

De nombreuses personnes qui étaient restées sur place, ou qui n'avaient pas pu fuir, ont été délibérément tuées lorsque les taliban sont entrés en avril à Bamiyan pour reprendre la région au *Hezb-e Wahdat* (Parti de l'unité), dont la plupart des partisans appartiennent à la minorité *hazara*. Les estimations du nombre des victimes sont très variables mais on restait sans nouvelles à la fin de l'année de plusieurs centaines d'hommes, ainsi que de femmes et de jeunes gens, qui avaient été séparés de leurs familles et emmenés. Les taliban ont en outre incendié plus de 200 maisons dans des villages situés le long de la route reliant Shiber et Bamiyan.

Comme les années précédentes, les femmes ont été contraintes de se soumettre à la politique discriminatoire des taliban, qui restreint fortement leur accès à l'éducation et à l'emploi ainsi que leur liberté de mouvement. Plusieurs dizaines de milliers de femmes vivaient recluses chez elles sans avoir la possibilité de solliciter la levée de ces restrictions. Les femmes qui les bravaient étaient systématiquement maltraitées.

En 1999, des tribunaux de la *charia* (droit musulman) instaurés par les taliban, qui appliquent une procédure ne respectant pas les normes internationales d'équité, ont infligé des châtiments cruels, inhumains ou dégradants. Une dizaine de personnes au moins reconnues coupables de meurtre ont été exécutées par balles, habituellement par des proches de leurs victimes, et d'autres lapidées. Plus de dix personnes ont subi une peine d'amputation. Des milliers de personnes, parmi lesquelles figuraient des enfants de cinq ans, ont été incitées, voire forcées, à assister à l'application publique de ces châtiments dans d'anciens stades. Des adolescents de quatorze ans au plus ont été chargés d'exhiber devant le public les membres amputés des victimes.

IRAN

Plusieurs centaines de personnes, dont certaines étaient probablement des prisonniers d'opinion, ont été détenues sans inculpation ni jugement à la suite de manifestations étudiantes qui se sont déroulées en juillet contre les restrictions croissantes à la liberté d'expression et l'interdiction du quotidien *Salam* (La Paix). Si la plupart de ces prisonniers ont été libérés dans les deux mois qui ont suivi, des centaines de personnes étaient toujours en détention à la fin de l'année. Au moins quatre condamnations à mort ont été prononcées. Un grand nombre de publications ont été interdites et beaucoup de journalistes ont été arrêtés et interrogés. De nouvelles informations ont fait état de torture et de mauvais traitements, et des peines corporelles ont encore été infligées à titre de châtiment judiciaire. Amnesty International a recensé 165 exécutions mais le nombre réel était probablement beaucoup plus élevé. Les membres des minorités religieuses ont continué d'être persécutés.

TURQUIE

Abdullah Öcalan, chef du *Partiya Karkeren Kurdistan* (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan), un groupe d'opposition armé, a été arrêté et jugé pour trahison et menées séparatistes. Sa condamnation à mort en juin, à l'issue d'un procès inique, a fait craindre une reprise des exécutions en Turquie, après un moratoire de fait de quinze ans. Cependant, le fait que la candidature de la Turquie à l'Union européenne (UE) ait été acceptée a fait naître l'espoir que ce moratoire se prolonge et que la peine de mort soit abolie. Les mouvements de protestation suscités par l'arrestation d'Abdullah Öcalan ont donné lieu à de très nombreuses interpellations. Des cas de torture ont été signalés régulièrement, sans qu'aucune région ne soit épargnée par cette pratique ; plusieurs personnes seraient décédées à la suite des sévices qu'elles ont subis. En septembre, dix prisonniers politiques ont été tués dans la prison centrale de sécurité d'Ankara par des agents des forces de sécurité ; les circonstances exactes de leur mort n'ont pas été élucidées. Les défenseurs des droits humains ont continué d'être victimes de harcèlement. Le président de l'*Insan Haklari Dernegi* (IHD, Association pour la défense des droits humains) a été emprisonné. Une modification de la législation a permis la libération de plusieurs écrivains et professionnels de la radio, et évité à certains d'être incarcérés. D'autres prisonniers

d'opinion ont été maintenus en détention ou déférés à la justice pour avoir pacifiquement exercé leur droit à la liberté d'expression.

^{iv} Le "petit djihad" est une lutte dans la voie de Dieu pour l'expansion de l'islam. Le « Grand djihad » est la bataille perpétuelle que se livre le musulman pour atteindre la perfection dans sa foi.

^v En novembre 1993, 88 personnes étaient arrêtées, le 4 août 1994, 26 islamistes étaient assignés à résidence avant d'être expulsés vers le Burkina Fasso. Au cours des années suivantes les arrestations se sont poursuivies et même intensifiée avec la mise en place du dispositif Vigipirate à partir de l'été 1995 et l'emprisonnement de plus de 200 personnes.

^{vi} Prémumée innocente dans l'attente de verdicts. Lire Pierre Péan : «Manipulations africaines : qui sont les vrais coupables du Vol UTA 772 », février 2001

^{vii} Le FIS avait annoncé dès le début de sa campagne électorale qu'ils utiliseraient la voie démocratique uniquement pour arriver au pouvoir, mais qu'ensuite la loi islamique seule règnerait sur le pays.

^{viii} Il existe des sites Internet où les combattants tchéchènes exposent leurs exploits (tortures, exécutions sauvages de prisonniers russes).

^{ix} *Ibn Warraq* est un universitaire né dans une famille musulmane. Il a grandi dans un pays (non arabe) qui est aujourd'hui une «république islamique». Athée, il se réclame humaniste laïque. Son travail est différent des pamphlets anti-islamiques et des «blasphèmes» reprochés à certains écrivains puisqu'il essaie d'être le plus factuel possible. Les informations relatives à son identité ne sont pas entièrement dévoilées dans son ouvrage.